

REPUBLIQUE DU BENIN

MINISTRE D'ETAT CHARGE DE L'ENSEIGNEMENT
SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (MESRS)

UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI (UAC)

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION (FASEG)

Mémoire présenté en vue de l'obtention des crédits associés au diplôme de
LICENCE PROFESSIONNELLE EN SCIENCES ECONOMIQUES

Option : ECONOMIE

Filière : ECONOMIE-APPLIQUEE

THEME

**IMPACT DE L'INTEGRATION COMMERCIALE SUR LES EXPORTATIONS
AGRIcoles AU BENIN**

Réalisé par :

Taofik M. AFFOLABI

&

Joël AMONTCHA

Sous la direction de :

Maître de stage :

M. Noukpo HOMEYGNON
Macroéconomiste à la CVEF/ DGAE

Maître de mémoire :

Dr Félix Chabi BIAOU
Enseignant à la FASEG

Année Académique :2014-2015

CERTIFICATION

Par la présente, je certifie que ce mémoire de licence professionnelle en sciences économiques intitulé « Impact de l'intégration commerciale sur les exportations agricoles au Bénin » a été rédigé sous ma direction par messieurs Taofik M. AFFOLABI et Joël AMONTCHA à la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FASEG) de l'Université d'Abomey-Calavi.

Abomey-Calavi, le Août 2016

Dr Félix Chabi BIAOU

Enseignant à la FASEG

AVERTISSEMENT DE LA FACULTE

**LA FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE
GESTION DE L'UNIVERSITE D'ABOMEY-CALAVI N'ENTEND
DONNER AUCUNE APPROBATION, NI IMPROBATION AUX
OPINIONS EMISES DANS LES MEMOIRES. CES OPINIONS
DOIVENT ETRE CONSIDEREES COMME PROPRES A LEURS
AUTEURS.**

DEDICACE 1

A Dieu le Père Tout Puissant pour toutes les merveilles qu'il n'a cessé de me faire

A ma feuie mère, ETEKA Pascaline

Tu m'as malheureusement quitté très tôt.

Paix à ton âme maman

A mon père AMONTCHA Jérôme

Toi qui ne manques jamais de témoigner la sincérité de ton amour pour tes enfants, sois rassuré de mon amour filial.

A mes frères et sœurs,

Trouvez en ce travail la concrétisation de vos précieux conseils.

AMONTCHA Joël

DEDICACE 2

A Dieu le Père Tout Puissant pour toutes les merveilles qu'il n'a cessé de me faire

A mon père Liassou AFFOLABI

Toi qui ne manques jamais de témoigner la sincérité de ton amour pour tes enfants, sois rassuré de mon amour filial.

A ma mère Charlotte GBAHOU

A mes frères et sœurs,

Trouvez en ce travail la concrétisation de vos précieux conseils.

AFFOLABI M. Taofik

REMERCIEMENTS

Ce travail a été rendu possible grâce aux concours indéfectibles de certaines personnes à qui nous formulons nos sentiments de reconnaissance. Il s'agit de

- Docteur Félix Chabi BIAOU pour avoir accepté diriger ce travail, malgré ses multiples occupations, pour ses nombreux conseils et orientations et le goût du travail bien fait ;
- Tous les membres de l'administration et tout le corps enseignant à la FASEG pour leur disponibilité permanente.
- A tous les amis de la première promotion d'économie appliquée

LISTE DES ACRONYMES

ACP	:	Accords Caraïbe Pacifique
APE	:	Accords de Partenariat Economique
AO	:	Afrique de l'Ouest
ALENA	:	Accord de Libre-Echange Nord-Américain
CAPOD	:	Projet de renforcement des capacités en Conception et Analyse des Politiques de Développement
CE	:	Communauté Européenne
CEDEAO	:	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CERED	:	Centre d'Etude et de Recherche en Démographie
CNPE	:	Comité National de la Politique Economique
CNUCED	:	Conférence des Nations Unies pour le Commerce et pour le Développement
CRDI	:	Centre de Recherche en Développement International
CVEF	:	Cellule de veille Economique et Financière
DA	:	Direction des Assurances
DGAE	:	Direction Générale des Affaires économiques
DGPE	:	Direction de la Gestion et du Portefeuille de l'Etat
DPE	:	Direction de la promotion Economique
DPC	:	Direction de la Prévision et de la Conjoncture
DIR	:	Direction de l'Intégration régionale
ECOWAS	:	Economic Community Of West African States
EUROSTEP	:	European Solidarity Towards Equal Participation Of People
FMI	:	Fonds Monétaire International
MEF	:	Ministère de l'Economie et des Finance
NPI	:	Nouveaux Pays Industrialisés
OMD	:	Objectif du millénaire pour le développement
OMC	:	Organisation Mondiale du Commerce
PAS	:	Programme d'Ajustement Structurel
PED	:	Pays en Voie de Développement
PMA	:	Pays Moins avancés
PSO	:	Plan Stratégique Opérationnel
SP/CNPE	:	Secrétariat Permanent du Comité National de la Politique Economique
SRP	:	Stratégie de Réduction de la pauvreté
TEC	:	Tarif Extérieur Commun
UE	:	Union Européenne
UNCTAD	:	United Nations Conference on Trade And Development
PIB	:	Produit Intérieur Brut
ZLE	:	Zone de Libre Echange

LISTE DES TABLEAUX

- Tableau n° 1 : Test ADF en niveau des variables ----- 27
- Tableau n° 2: Test ADF en différence première des variables **Erreur ! Signet non défini.**
- Tableau n° 3: Test ADF en différence seconde de la variable Y - **Erreur ! Signet non défini.**
- Tableau n° 4 : Test ADF en niveau des variables --- **Erreur ! Signet non défini.**
- Tableau n° 5: Test ADF en différence première des variables **Erreur ! Signet non défini.**
- Tableau n° 6 : Test ADF en niveau des variables --- **Erreur ! Signet non défini.**
- Tableau n° 7 : Test ADF en différence première des variables --- **Erreur ! Signet non défini.**
- Tableau n° 9 : Test ADF en différence première des variables --- **Erreur ! Signet non défini.**

LISTE DES GRAPHIQUES

- Graphique 1 : Evolution des exportations d'anacarde en fonction du temps ---- 24

Graphique2: Evolution des exportations de l'huile de palme en fonction du temps

----- **Erreur ! Signet non défini.**

Graphique3 : Evolution des exportations de coton en fonction du temps **Erreur !**

Signet non défini.

Graphique 4 : Evolution des exportations de l'ananas en fonction du temps

----- **Erreur ! Signet non défini.**

SOMMAIRE

AVERTISSEMENT DE LA FACULTE -----	ii
DEDICACE 1 -----	iii
DEDICACE 2 -----	iv
REMERCIEMENTS -----	v
LISTE DES ABREVIATIONS -----	vi
LISTE DES TABLEAUX -----	vii
LISTE DES GRAPHIQUES -----	vii
SOMMAIRE -----	viii
INTRODUCTION-----	1
CHAPITRE I : CADRE INSTITUTIONNEL ET DEROULEMENT DU STAGE -----	3
1.1 CADRE INSTITUTIONNEL -----	3
1.2 DEROULEMENT DU STAGE-----	8
1.2.1 Intérêt de notre étude pour la CVEF-----	8
1.2.2 L'intérêt de notre étude pour les autres décideurs -----	8

CHAPITRE II : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE -----	9
2.1 CADRE THEORIQUE -----	10
2.2 Méthodologie -----	21
CHAPITRE III : ANALYSE STATISTIQUE ET ECONOMETRIQUE -----	23
3.1. EVOLUTION DES EXPORTATIONS DU BENIN PAR PRODUITS ---	24
3.3 ANALYSE DES RESULTATS -----	32
RECOMMANDATIONS-----	33
CONCLUSION -----	34
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES -----	35
ANNEXES -----	a
TABLE DES MATIERES-----	k

INTRODUCTION

La libéralisation commerciale a été donc perçue et défendue comme une source de gains de productivité et de compétitivité dont l'une des finalités est l'accroissement des exportations.

Sensibles à ces arguments, plusieurs pays en développement soutenus par les institutions de Brettons Wood, vont adopter pour la politique de grande ouverture aux marchés internationaux à la fin des années 1980. Dans cette foulée, le Bénin, à l'instar de nombreux autres pays africains, a entrepris une série de réformes de sa politique commerciale en vue de la rendre plus libérale. Deux décennies après, le volume et la composition des exportations n'ont pas connu beaucoup de mutation, bien qu'elles se soient sensiblement améliorées en valeur passant de 71,8 milliards en 1990 à 435 milliards de FCFA en 2009. Elles restent dominées par un seul produit: le coton. Ce dernier occupait jusqu'en 2007 80% des recettes d'exportations, tandis que les autres cultures d'exportations, à savoir l'huile de palme, l'anacarde et l'ananas ne totalisent qu'environ 10% des ventes à l'étranger (BAD/OCDE, 2008).

Pourtant, outre le programme de libéralisation commerciale, le Bénin est signataire de plusieurs accords commerciaux lui conférant divers avantages. Hormis l'accord commercial de l'UEMOA qui a permis aux exportations du Bénin vers l'UEMOA de passer de 7,8 milliards en 2000 à 14,8 milliards de FCFA en 2008, les autres types d'accords commerciaux semblent ne pas avoir d'effets sur la croissance des exportations vers les destinations concernées. En effet, malgré l'entrée en franchise des droits de douane dont bénéficient certains produits béninois sur le marché européen, la part des exportations vers l'Union Européenne dans les exportations totales du Bénin a baissé continuellement, passant de 31% en 1995 à 2,2% en 2008. Il en est de même des exportations de textile vers les Etats-Unis qui, depuis 2000, année de l'adoption de la loi AGOA,

sont en baisse, passant de 2,5 millions en 2000 à 0,4 millions dollars US en 2009. Il implique une libéralisation commerciale entre les pays de la région Afrique de l'Ouest (AO) et ceux de l'Union Européenne(UE).En conséquence, si l'Accord de Partenariat Economique (APE) devrait être appliqué, le Bénin subira une double libéralisation commerciale. A celle déjà en cours avec les pays de la région Afrique de l'Ouest non membres de l'UEMOA par la création d'une union douanière, s'ajoutera une nouvelle avec les pays de l'UE à travers la naissance d'une zone de libre échange(ZLE).

Au regard de tout ceci, des questions s'imposent: les accords commerciaux ainsi que la libéralisation commerciale ont-ils un effet significatif sur les exportations? Quelles stratégies mettre en place pour tirer profit de l'Accord de Partenariat Economique ? L'objectif de cette étude est donc d'examiner l'influence de la libéralisation commerciale et des accords commerciaux sur les exportations béninoises.

Trois chapitres structurent ce document. Le premier chapitre nous permet de présenter le cadre institutionnel et le déroulement du stage, le deuxième aborde le cadre théorique de l'étude et la méthode d'analyse. Ensuite, le dernier traite des résultats.

CHAPITRE I : CADRE INSTITUTIONNEL ET DEROULEMENT DU STAGE

1.1 CADRE INSTITUTIONNEL

Ce chapitre aborde dans un premier temps la localisation, l'organisation, et les missions de la DGAE, et dans un second temps le déroulement du stage.

1.1.1 Localisation et Organisation de la structure du stage (DGAE)

La **DGAE**, qui est une structure administrative du ministère de l'économie et des finances, cohabite dans le même immeuble que la **Direction Générale des Impôts et des Domaines**. Elle a pour mission :

- de proposer des mesures politiques, économiques et financières à court, moyen et long terme au Gouvernement, d'évaluer leurs effets sur les principales variables macro-économiques et monétaires et suivre leur mise en œuvre ;
- d'élaborer des informations prévisionnelles sur l'évolution économique et financière du Bénin ;
- d'assurer le contrôle de l'Etat sur les opérations d'assurance, sur la promotion du marché national d'assurance et veiller à la sauvegarde des intérêts des assurés et bénéficiaires de contrat d'assurance ;
- de proposer et de suivre l'exécution de la politique d'intégration économique régionale du Gouvernement, de veiller à la mise en œuvre des mécanismes de la surveillance multilatérale des politiques économiques dans le cadre de l'intégration régionale ;
- de préparer et de conduire en collaboration avec les structures concernées les programmes de suivi, de restructuration ou de privatisation des entreprises semi-publiques ou publiques, de même que les programmes de promotion des investissements privés ;
- de suivre la gestion des entreprises publiques, semi-publiques ou entités assimilées.

Elle comprend :

- la Direction de la Prévision et de la Conjoncture (**DPC**) ;
- la Direction des Assurances (**DA**) ;
- la Direction de l'Intégration Régionale (**DIR**) ;
- la Direction de la Gestion et du Portefeuille de l'Etat (**DGPE**) ;
- la Direction de la Promotion Économique(**DPE**).

Deux autres structures, à savoir le Secrétariat Permanent du Comité National de Politique Économique (**CNPE**) et la Cellule de Veille Économique et Financière (**CVEF**), sont rattachées à la Direction Générale des Affaires Économiques.

La **DGAE** dispose d'un Secrétariat particulier, d'un Secrétariat administratif et du Service administratif et financier rattaché directement au Directeur Général.

Le Directeur Général des Affaires Économiques est nommé par Décret pris en conseil des Ministres sur proposition du Ministre de l'Économie et des Finances. Il est assisté d'un adjoint.

Les Directeurs techniques et les responsables du Secrétariat Permanent du Comité National de Politique Économique et de la Cellule de Veille Économique et Financière sont nommés par arrêté du Ministre de l'Économie et des Finances.

1.1.2 Missions

Sous la supervision du Directeur Général, les Directions techniques, le **SP/CNPE** et la **CVEF** sont chargés de mettre en œuvre leurs attributions respectives, qui se résument comme suit :

- Direction de Prévision de la Conjoncture

Elle est chargée, entre autres :

- de proposer et de mettre en œuvre une stratégie économique nationale ;

- de faire le diagnostic régulier de l'économie et d'en déterminer les implications à court, moyen et long terme sur les agrégats macro-économiques et monétaires ;
- de participer à l'évaluation, à l'analyse et à la prévision des agrégats macro-économiques et monétaires ;
- d'établir les prévisions financières et les objectifs budgétaires compatibles avec les contraintes économiques.

➤ Direction des assurances

Elle est chargée entre autres :

- de la conception, de la surveillance, de l'application et de la réglementation nationale en matière d'assurance ;
- de l'étude et de la proposition au Gouvernement de toutes mesures susceptibles d'assurer et de parfaire la promotion du marché national des assurances ;
- du suivi du déroulement du règlement à l'amiable des litiges nés sur le marché entre assureurs et/ou intermédiaires d'une part, et entre assureurs, assurés et bénéficiaires des contrats d'autre part, qui lui sont soumis ;
- de la mise en œuvre de la tutelle du ministre chargé des finances sur le secteur des assurances en exerçant le contrôle de l'Etat sur les compagnies d'assurances, sur les intermédiaires et autres experts opérant sur le territoire national.

➤ Direction de l'Intégration Régionale

Elle est chargée, entre autres :

- de proposition et de l'exécution de la stratégie du Gouvernement en matière d'intégration régionale ;

- des fonctions d'antenne nationale de la communauté Économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest **CEDEAO**, de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine **UEMOA** et de tous les autres organismes d'intégration régionale d'une part, et de celles de courroie de transmission entre leurs organes exécutifs et les administrations de la République du Bénin d'autre part ;
 - de réflexion sur les voies et moyens pour accélérer le processus d'intégration économique ;
 - de la définition et de la mise en œuvre des actions requises en vue de tirer les avantages liés à l'appartenance du Bénin aux organismes d'intégration économique régionale ;
- Direction de la Gestion et du Contrôle du Portefeuille de l'Etat

Elle est chargée, entre autres :

- d'apprécier l'efficacité de la gestion des entreprises publiques et semi-publiques par rapport aux normes de gestion arrêtées à l'échelon national ou international ;
 - de formuler toutes propositions ou recommandations de nature à améliorer la gestion administrative, financière et comptable des Sociétés d'Etat et Officiels ;
 - de faire procéder par les ministères et autorités de tutelle aux redressements et corrections découlant des résultats de contrôle de gestion ;
 - d'assurer une assistance aux Entreprises Publiques pour le compte de l'Etat et du Gouvernement.
- Direction de la Promotion Économique (DPE)

Elle est chargée, entre autres :

- d'analyser l'évolution de l'environnement des entreprises sur le territoire national et de proposer des solutions relatives ;
- de procéder à l'étude des doléances formulées par les opérateurs économiques à l'endroit du Ministre de l'Économie et des Finances et de formuler des propositions à lui soumettre ;
- de contribuer à la diffusion des décisions et actions ayant des implications sur l'activité des entreprises ;
- d'appeler l'attention du Ministre de l'Économie et des Finances sur les faits susceptibles de perturber l'activité économique ou de ralentir l'investissement privé.

➤ Secrétariat Permanent du Comité National de Politique Économique

Il est chargé, entre autres :

- du suivi de la collecte, de la centralisation et de la mise en cohérence des données statistiques devant servir dans le cadre de la surveillance multilatérale ;
- d'assurer l'élaboration des rapports périodiques de la surveillance multilatérale ;
- d'assurer l'élaboration des programmes pluriannuels de convergences.

➤ Cellule de Veille Économique et Financière

Elle est chargée, entre autres :

- d'analyser les politiques économiques, budgétaires et financières qui sont menées dans les pays de la sous-région ;
- d'examiner l'évolution de l'environnement national, régional et international ;
- de mettre en exergue les menaces stratégiques pour le Bénin ;
- de procéder aux études spécifiques permettant de proposer des mesures ou des actions propres à endiguer ces menaces.

1.2 DEROULEMENT DU STAGE

Notre stage s'est effectué dans l'une des directions de la DGAE, précisément au niveau de la Cellule de Veille Économique et Financière(CVEF) sur une période de trois mois à compter du 12/01/2015 au 10/04/2015. Le stage au sein de la CVEF nous a permis d'avoir le présent thème et d'avoir eu l'occasion d'être aux rendez-vous de l'information économique du BENIN à travers les conférences hebdomadaires, notamment tous les mardis organisées par la DGAE où les thèmes comme : « Développement des relations économiques et commerciales entre le BENIN et le NIGERIA : quelles approches stratégiques » ; « opérationnalisation du Développement Humain Durable et Planification budgétaire » et « » animés par d'éminents chercheurs, de grands chefs d'entreprises , et autres personnes ressources etc... nous ont permis de suivre la conjoncture économique du BENIN et les problèmes qui minent le développement du BENIN. Et aussi des formations pratiques relatives à notre domaine de formation dont: le logiciel EVIEWS 6, la rédaction d'un rapport et d'un mémoire, les démarches et les règles du savoir-vivre dans l'administration.

1.2.1 Intérêt de notre étude pour la CVEF

Notre structure d'accueil s'est assignée des missions et des objectifs à atteindre. Ainsi la contribution de notre étude pour l'atteinte de ces objectifs serait d'une importance capitale. La Cellule de Veille Économique et Financière (CVEF) possède plusieurs missions dont la plus importante que notre étude pourrait impactée est de parvenir à favoriser les conditions de développement et de compétitivité commerciale des produits d'exportation du Bénin.

1.2.2 L'intérêt de notre étude pour les autres décideurs

La gouvernance d'une nation relève de tous les fils et de toutes les filles. Dans l'accomplissement de cette tâche l'Etat s'est fixé des objectifs de

développement, dont l'obtention d'une croissance à deux chiffres. Pour donc aider l'Etat à atteindre cet objectif, il s'avère utile de porter à la connaissance de ce dernier les divers facteurs qui pourront induire la croissance économique. Il a donc été décidé d'analyser la contribution des exportations commerciales à la croissance économique. Ainsi cette étude permettra d'avoir une connaissance sur les différents indicateurs d'analyse des exportations commerciales et les difficultés liées à l'ouverture commerciale et qui par induction entravent la croissance économique afin d'en tirer les leçons.

Pour les acteurs de cette cellule, cette étude pourra leur permettre de prendre connaissance de l'influence des exportations commerciales sur la croissance économique afin de se donner à fond pour faciliter la tâche aux autorités. Aussi cette étude nous permettra de révéler les faiblesses des réformes en cours au Bénin et de faire des propositions d'ajustement des stratégies mises en œuvre dans le cadre du développement des politiques d'ouverture commerciale.

CHAPITRE II : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE

Ce chapitre traite dans sa première partie du cadre théorique et dans la seconde partie de la méthodologie de la recherche.

2.1 CADRE THEORIQUE

Le cadre théorique comprend : la problématique, les objectifs de recherche, les hypothèses et la revue de littérature.

2.1.1 Problématique

Le Bénin, depuis son indépendance en 1960 a connu trois stratégies de développement économique :

-la première dite économie de marché basée sur le libéralisme économique couvre la période de 1960 à 1972,

-la deuxième (d'octobre 1972 à février 1990) appelée stratégie de développement marxiste-léniniste est caractérisée par la centralisation des décisions. Les plans sont élaborés par le comité central du parti et sont imposés à tous les citoyens.

-Enfin la troisième est le retour à une économie de marché depuis 1990. Ainsi au cours de cette seconde stratégie dite de plan centralisé et impératif, la période 1981-1989 a été celle d'une morosité économique ayant de nombreuses distorsions économiques (déséquilibres macroéconomiques aigus, effondrement du système bancaire, incapacité de l'Etat à assurer le service de la dette et à payer régulièrement les salaires aux fonctionnaires).

Pour remédier à cette situation, le Bénin s'est engagé à partir de l'année 1990 dans un processus de libéralisation de son économie. Des mesures énergiques sont mises en œuvre pour faire disparaître les entraves aux échanges qui ont eu lieu depuis 1972. On peut citer entre autres :

-La levée des mesures de prohibition et de contingentement de certains produits à l'importation ou à l'exportation ;

-La suppression des licences à l'importation sur tous les produits ;

-La suppression de la plupart des droits et taxes sur les exportations.

Ces distorsions ont aussi conduit le Bénin, appuyé par le FMI et la Banque Mondiale, à souscrire aux PAS (PAS₁ : 1989-1991, PAS₂ : 1992-1993, PAS₃ : 1995-1997) dont les objectifs principaux étaient la réduction des charges de l'Etat et le rétablissement des grands équilibres. La mise en application de ces programmes qui a permis d'amorcer le redressement économique, a par ailleurs engendré de vives tensions sociales. Ce qui a obligé le gouvernement à convoquer la conférence nationale des forces vives de Février 1990. Cette conférence a permis au Bénin d'enclencher un processus démocratique avec une orientation vers le libéralisme économique et un accent particulier sur le développement du secteur privé. De plus, l'appartenance du Bénin à certains regroupements régionaux comme l'UEMOA, la CEDEAO, le groupe ACP ainsi que son adhésion à l'OMC l'ont amené à avoir une politique commerciale plus ouverte sur l'extérieur.

Depuis 1999, le Bénin s'est engagé dans la mise en œuvre d'une stratégie nationale de réduction de la pauvreté pour un développement humain durable. Après l'ébauche d'une Stratégie nationale de Réduction de la Pauvreté (SRP 2000), une stratégie triennale (2003-2005) a été définie et a servi depuis lors comme cadre stratégique de référence, de programmation et de budgétisation des actions du gouvernement, ainsi que pour le dialogue avec les partenaires techniques et financiers. Dans cette première stratégie, le gouvernement du Bénin a judicieusement mis l'accent sur le développement du secteur social et l'amélioration de la gouvernance, pour renforcer respectivement les ressources humaines et l'efficacité des actions, afin de bâtir les fondations pour le développement humain durable.

Le rythme de la croissance au cours de cette première phase des SRP est resté nettement insuffisant pour donner au Bénin les ressources propres pour soutenir la lutte contre la pauvreté et atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Ces moindres performances résultent en grande partie de la faible diversification et du manque de compétitivité de l'économie.

Pour corriger cet état de chose, une stratégie de deuxième génération pour le triennal 2007-2009, vise à consolider les acquis du précédent tout en mettant l'accent sur la diversification de l'économie et l'intensification de la croissance afin d'accélérer la lutte contre la pauvreté et la marche du Bénin vers l'atteinte des OMD. Ainsi pour intensifier la croissance, quatre domaines prioritaires d'intervention ont été ciblés à savoir :

- la stabilisation du cadre macroéconomique ;
- la dynamisation du secteur privé ;
- la promotion de nouvelles filières porteuses pour les exportations et enfin
- la promotion de l'intégration régionale.

Depuis 1997, la contribution du secteur primaire au PIB a enregistré une baisse ; actuellement il représente plus de 33% du PIB et plus de 95% des recettes d'exportation. La filière coton demeure l'activité dominante, représentant à elle seule 13% du PIB et 35% des rentrées fiscales (CAPOD 2000), 85% des recettes d'exportation et 77% (1999) des exportations totales.

Le souci d'accroître les exportations et de réduire progressivement la vulnérabilité de l'économie aux chocs externes a conduit le Bénin à faire un choix en faveur de la diversification de l'économie par la promotion d'autres filières porteuses telles que le manioc, le maïs, l'ananas, le riz, le palmier à huile, la noix de cajou et l'élevage porcin. Bien que les principaux produits agricoles

d'exportation restent le coton, suivi par les cultures vivrières, l'anacarde et les huiles, une légère tendance à la diversification des exportations semble en cours puisque la part des produits autres que le coton est passée progressivement de 11% en 1996 à 18% en 1999 (Plan Stratégique Opérationnel, Juillet 2001).

Il devient alors évident de savoir comment les exportations et la croissance économique du pays ont évolué. Autrement les exportations et la croissance ont-elles connu des hausses ou des chutes avec l'ouverture commerciale ? Quelles sont les incidences de cette intégration commerciale sur les exportations ? Quels sont les produits favorables à l'intégration commerciale ?

2.1.2 Objectifs de recherche

➤ Objectif Général

L'objectif général de cette étude est d'analyser l'impact de l'intégration commerciale sur les exportations du Bénin. Les objectifs spécifiques liés à cet objectif général sont de deux ordres :

➤ Les objectifs spécifiques

OS1 : Analyser l'évolution des exportations du Bénin par produits depuis les années 1980.

OS2 : Apprécier les incidences du TEC sur les exportations du Bénin.

2.1.3 Hypothèses

H1 : les exportations béninoises varient suivant les produits et dans le temps.

H2 : Le TEC a une incidence positive sur les exportations au Bénin.

2.1.4 Revue de la Littérature

Dans cette section, nous passons en revue les arguments théoriques et divers résultats empiriques par rapport à l'impact des accords commerciaux et de la

libéralisation commerciale sur la performance des exportations.

2.1.4.1 Arguments théoriques

Le débat théorique sur la relation entre libéralisation commerciale et croissance des exportations s'insère dans un débat plus vaste, celui des liens entre libéralisation commerciale et performances macroéconomiques (Winters, 2004; Edwards, 1993, Bhagwati, 1978, etc.).

L'importance accordée aux vertus de la libéralisation commerciale comme déterminant de la performance des exportations repose sur trois principaux arguments. Le premier repose sur une critique du protectionnisme parce qu'elle nuit à la compétitivité des exportations à cause du coût relativement élevé des intrants importés par rapport à ceux du marché mondial, le protectionnisme expose les exportateurs nationaux à une concurrence déloyale par rapport à leurs concurrents sur les marchés internationaux. A contrario, la libéralisation des échanges à l'avantage non seulement de réduire le coût des intrants importés, mais aussi d'augmenter leur disponibilité (Dornbusch, 1992).

Le protectionnisme décourage non seulement les exportations directement par leurs effets sur les coûts et la disponibilité des intrants importés, mais aussi indirectement par le biais de leur impact sur le taux de change (Jenkins, 1996). Il réduit en effet la demande de devises étrangères en dessous du niveau qui existerait dans les conditions de libre-échange, conduisant ainsi à un taux de change plus élevé de celui qui s'applique en l'absence de mesures protectionnistes. La conséquence de cette surévaluation de la monnaie est la baisse de compétitivité des exportations (Morrison, 1976).

Le deuxième argument repose à la fois sur la théorie de l'avantage comparatif de Ricardo et celle des dotations factorielles de Hecksher-Ohlin et Samuelson (HOS). Ces auteurs expliquent que: (i) les différences de prix relatifs entre les pays

créent des opportunités d'arbitrage, donc de gains de bien-être (Ricardo, 1817) et, (ii) la spécialisation des pays en fonction de leur dotation en facteurs de production crée des opportunités supplémentaires (HOS). La libéralisation des échanges apparaît alors comme une situation dans laquelle le bien-être des nations qui échangent est optimisé, parce qu'elle permet de capturer les gains statiques du commerce international. Les gains statiques mis en exergue par Viner (1950) à travers la théorie des unions douanières, se déclinent en création et détournement de commerce. Ces différents gains se réalisent à travers l'égalisation des prix relatifs des biens, une allocation efficace des ressources, une plus grande concurrence, une augmentation des flux de connaissances et d'investissement.

Mais les gains statiques sont fondés sur des hypothèses simplificatrices comme celles de la concurrence pure et parfaite, de l'analyse en équilibre partiel, des rendements d'échelle constants, de l'absence d'effets d'agglomération et de polarisation, etc.

(Henner, 2001). Aussi, le dernier argument repose-t-il sur l'idée selon laquelle l'importation de produits, en présence de concurrence imparfaite sur le marché intérieur, équivaut à une importation de la concurrence. Il s'agit là de l'un des gains dynamiques de la libéralisation commerciale, les autres étant les économies d'échelle, les investissements étrangers directs, etc. En effet, à cause de l'exposition à la concurrence qu'elle engendre, la libéralisation commerciale réduit le prix des intrants importés et lève les obstacles à l'exportation, favorisant ainsi une augmentation de la production de biens exportables et une amélioration des résultats à l'exportation (CNUCED, 2008).

Pour confronter ces théories à la réalité, plusieurs études empiriques ont porté sur la relation entre libéralisation commerciale et performance des exportations

avec des résultats qui sont loin d'être convergents.

2.1.4.2 Résultats empiriques

Krueger (1978) fut parmi les premiers économistes à examiner la corrélation entre le régime commercial et la croissance des exportations par une étude des déterminants des exportations de la Turquie entre 1950 et 1971. A sa suite, plusieurs autres auteurs se sont intéressés à l'impact de la suppression des barrières aux échanges commerciaux, notamment les exportations dans les pays en développement. Un certain nombre

(Thomas et al, 1991 ; Weiss, 1992 ; Joshi et Little; 1996; Helleiner, 1994 ;Ahmed, 2000; Niemi, 2001; Santoset Thirwall, 2004, etc.) estiment sur la base des résultats de leurs travaux, que les pays qui ont entamé et poursuivent un programme de libéralisation du commerce ont amélioré la performance de leurs exportations. Pour d'autres par contre

(UNCTAD, 1989; Agosín, 1991; Clarke et Kirkpatrick, 1992; Greenaway et Sapsford, 1994; Shafaeddin, 1994; et Jenkins, 1996; Moon, 1997; Utkuluetal, 2004; Morrissey et Mold, 2006 ; etc.), l'évidence de cette relation est ténue.

Il faut noter qu'il existe une nuance entre accord de commerce et libéralisation commerciale bien que les deux soient complémentaires. La libéralisation commerciale consiste en l'élimination progressive ou totale des obstacles au commerce par voie de négociation en vue de mettre en place un plus juste et plus ouvert au bénéfice et pour le bien-être des peuples (déclaration de Marrakech, 15 avril 1994). Quant aux accords commerciaux, ils définissent les règles régissant la conduite de la politique commerciale (OMC, 2009). Les deux ont la même finalité à savoir la suppression des barrières commerciales (tarifaire et non tarifaire) entre partie prenantes, mais une

dimension temporelle parfois différente. L'accord commercial peut en effet faire partie ou non du programme de libéralisation commerciale.

Thomas et al. (1991) sont parvenus au constat que les exportations, en particulier les exportations de produits manufacturés, ont tendance à augmenter après la libéralisation commerciale. Santos-Paulino (2000) parvient à un résultat similaire en utilisant un échantillon de 22 pays en développement pour évaluer l'effet de la libéralisation commerciale sur la croissance des exportations en utilisant la fonction de demande d'exportations. Avec un modèle dynamique sur données de panel, estimé par la méthode des moments généralisés, elle aboutit au résultat que la libéralisation commerciale a un effet positif et significatif sur les exportations. La distorsion (droits à l'exportation sur les exportations totales) utilisée par l'auteur comme indicateur de libéralisation de même que le taux de croissance du revenu mondial affectent significativement le taux de croissance des exportations.

Babatundé (2009), partant du constat d'une baisse significative des barrières au commerce entre les pays africains au cours des deux dernières décennies, examine l'impact de cette libéralisation sur les exportations de quelques pays. A l'aide d'un panel hétérogène constitué des pays d'autres régions que l'Afrique subsaharienne et utilisant les moindres carrés comme technique d'estimation, il constate que la libéralisation des échanges stimule certes la performance à l'exportation mais de façon marginale et indirecte. L'effet est obtenu grâce à l'augmentation de l'accès aux intrants importés et au maintien d'un taux de change effectif réel plus compétitif et stable.

D'autres auteurs se montrent néanmoins plus perplexes en ce qui concerne le lien entre libéralisation commerciale et performance des exportations. En effet, les travaux de Shafaeddin (1994), Agosin (1991) ainsi que celui de Clarke et

Kirkpatrick (1991) ont montré qu'il n'y a pas assez de preuves pour soutenir l'existence d'un tel lien. Ils tiennent pour exemple le miracle de certains pays d'Asie, les NPI. Selon eux, il est difficile de lier le succès en termes de croissance d'exportations de ces pays à une conséquence directe d'une politique de libéralisation commerciale. La plupart d'entre eux ont en effet enregistré des rythmes soutenus d'exportations alors que leur régime révélait des biais anti-exportations (Tran, 1999). On peut citer à titre d'exemple la Corée du Sud et le Taïwan dont les succès ont précédé la libéralisation commerciale.

Ainsi Michaely et al. (1991) concluent que c'est l'assouplissement des restrictions à l'importation ainsi que la dépréciation du taux de change réel qui influencent le plus l'expansion des exportations, tandis que les mesures de promotion des exportations n'ont pas d'impact indépendant. Jenkins (1996) analyse l'impact de la libéralisation commerciale sur les exportations manufacturières boliviennes à partir d'un modèle linéaire général. Il parvient au constat selon lequel l'amélioration des exportations est beaucoup plus due à la stabilité du taux de change après 1985 en Bolivie plutôt qu'aux réformes commerciales. Pour Thomas et al. (1991), les effets positifs sur les exportations résultent d'une dévaluation associée à une réforme des exportations plutôt qu'à une dévaluation réelle avec libéralisation des importations.

Toujours dans le même ordre d'idées, pour d'autres, c'est le marché international qui influence le plus la croissance des exportations en l'occurrence celles des pays africains. Ainsi, Love et Tuner (2001) constatent que les conditions externes du marché international jouent un rôle critique dans l'explication des taux de croissance des exportations en Afrique subsaharienne et celles-ci devraient être pris en considération dans les décisions de politique. Ce

constat est le même dans le rapport de la CNUCED qui attribue la croissance en valeur des exportations africaines à une évolution des prix sur le marché international plutôt qu'à la libéralisation commerciale.

Dans une approche différente, certains auteurs ont tenté d'évaluer la répartition des gains entre les parties prenantes, l'objectif étant de déterminer si ceux-ci sont équitablement répartis. En effet, bien que la théorie admette que la libéralisation commerciale entre les pays procurent des gains, aucun élément n'indique que ces gains sont équitablement partagés (Thirlwall , 2000). La littérature suppose que les pays pauvres, dont la taille est inférieure en terme de produit intérieur brut, devraient profiter le plus de l'ouverture tant entre eux qu'avec des pays plus riches. Cette hypothèse sous-tend la théorie de la convergence entre les économies qu'une vaste littérature empirique a permis d'infirmier puis qu'il ressort que la convergence se fait davantage entre pays de même niveau (intra convergence) plutôt qu'entre pays de taille différente (inter convergence).

En somme, les effets des accords commerciaux entre pays industrialisés et pays pauvres ne sont pas acquis d'avance (Haudeville, 2001). Ils peuvent même constituer un frein au maintien de la capacité productive des seconds à cause de la compétitivité très forte des entreprises des premiers. Pour Cline (2003), les préférences commerciales n'ont pas réussi à jouer le rôle de catalyseur du développement économique et de la diversification structurelle. On trouve ainsi, à titre d'exemple, des situations dans lesquelles les accords commerciaux avec des pays développés n'ont guère apporté de soutien à la croissance dans les pays moins avancés. Sur la base de l'expérience des conventions de Lomé, Logossah et al.(2001) ont montré que les accords commerciaux entre pays de niveau de développement différents n'ont pas d'impact sur les PED. Ils prennent

pour preuve la baisse constante des exportations du groupe ACP dans les importations européennes. Les exportations du groupe sur le marché européen sont en effet passées de 6,7% en 1976 à 2,8% en 1999 (CAPE, 2003) pendant que l'UE représente le principal partenaire commercial des pays africains, concentrant respectivement 41% et 46% de leurs importations sur la même période.

Mais selon les analyses développées par l'économie géographique, les schémas d'accords de libre-échange de type vertical (Nord-Sud) sont à priori plus favorables à la croissance des PED que les formes de type horizontale (Sud-Sud). En effet, la création d'une ZLE entre pays du Sud entraîne une baisse du bien-être des pays à faible revenu et augmente celui des pays à revenu relativement élevé (Venables, 2000). La concentration spatiale des activités dans les pays à revenu relativement élevé qui en est la cause favoriserait une divergence des revenus réels (Mainguy, 2007). Pour preuve, les expériences d'intégration régionale entre pays du Sud en Afrique et en Amérique Latine auraient démontré une perte de bien-être des pays membres les plus pauvres, le détournement de trafic l'emportant sur la création dans bien des cas (de Melo et Grether, 1997; Cadot et alii, 2000). Décaluwé et al (2001) ont aussi montré dans le cas de l'UEMOA que c'est la Côte d'Ivoire et le Sénégal qui concentrent la grande partie des activités économiques: ces deux pays étant ceux dont les revenus ont le plus augmenté dans la zone.

En revanche, si la zone d'intégration compte parmi ses membres des pays à haut revenu, ce sont les pays les plus pauvres qui obtiendraient des gains de revenu en bénéficiant de la création de commerce (Rieber et Tran, 2004). D'après Venables (2000), l'intégration Nord-Sud (entre des pays à revenus faibles et élevés) conduirait à une convergence des revenus. Ce qui explique l'incitation

pour les PED à nouer des relations commerciales avec des pays développés (Mexique dans l'ALENA, les pays sud-méditerranéens avec l'Union Européenne). D'un point de vue des gains statiques de la libéralisation commerciale, l'intégration Nord-Sud semble être par conséquent la forme de coopération la plus favorable (Venables, 2000). Dans les ZLE Nord-Sud, la convergence des niveaux de revenu serait favorisée par des forces telles que le transfert de technologie et l'attractivité des investissements directs étrangers, etc. De plus, cet ancrage externe permettrait d'accroître la crédibilité des mesures de libéralisation commerciales prises par les pays du Sud (Collier et Gunning 1996; Cadot, de Melo et Olarreaga, 2000). Il ressort de ces considérations que les pays en voie de développement gagneraient à s'engager de préférence dans les accords commerciaux avec des pays du Nord plutôt qu'avec leurs partenaires du Sud (Rieber et Tran, 2004).

Dans la section suivante, nous examinons la relation empirique existant entre la libéralisation commerciale et la performance des exportations au Bénin.

2.2 Méthodologie

Dans un travail de recherche, la méthodologie suivie s'avère importante pour la fiabilité et la crédibilité des résultats. Elle se définit comme l'ensemble des démarches entreprises pour la collecte des données, des informations et leurs traitements en vue de produire des résultats qui permettent d'atteindre les objectifs fixés et de vérifier les hypothèses.

2.2.1 La collecte des données

Plusieurs centres de documentation et sites internet ont été visités ou consultés pour la collecte des données. Nous avons utilisé à cet effet les annuaires, les bulletins statistiques et les rapports annuels disponibles dans les dits centres.

Ces différentes sources nous ont permis d'obtenir sur la période de 1980 - 2012 les données suivantes :

- les valeurs des exportations de chaque produit non agricole exporté.
- la nature des produits exportés
- les valeurs des exportations agricoles
- la valeur de chaque produit exporté
- les produits exportés

2.2.2 Technique d'analyse

Pour atteindre l'objectif n°1, nous allons réaliser les graphiques pour montrer l'évolution des exportations par produits. Quant à l'objectif n°2, nous utiliserons un modèle économétrique linéaire pour voir les incidences du Tarif Extérieur Commun (TEC) sur les exportations au Bénin.

Le modèle spécifié se présente comme suit :

$$Y_t = \alpha_0 + \alpha_1 Lib_t + \alpha_2 Dev_t + \alpha_3 Tec_t$$

Avec Y_t les exportations du Bénin, Lib_t le libéralisme économique, Dev_t la dévaluation, Tec_t le tarif extérieur commun. α_0 , α_1 , α_2 et α_3 sont des paramètres à estimer.

Différents tests seront effectués aussi bien pour les variables que pour la validation du modèle. Ainsi, le test de stationnarité retenu dans ce travail est celui de Dickey Fuller Augmented (ADF). Les tests de Durbin Waston, de Breusch-godfey, de normalité des erreurs de jarque BERA et de stabilité du modèle ont été faits pour la validation de notre modèle.

CHAPITRE III : ANALYSE STATISTIQUE ET ECONOMETRIQUE

Il sera procédé ici à l'étude statistique descriptive et économétrique de quelques variables capables de vérifier nos hypothèses. L'impact de l'intégration commerciale sur les exportations au Bénin sera analysé grâce aux résultats des estimations réalisées à partir du modèle de notre étude.

Le modèle linéaire présenté au chapitre 2 nous permettra de valider l'hypothèse 3, ensuite, les hypothèses 1 et 2 seront validées à travers l'analyse des graphiques que nous allons réaliser.

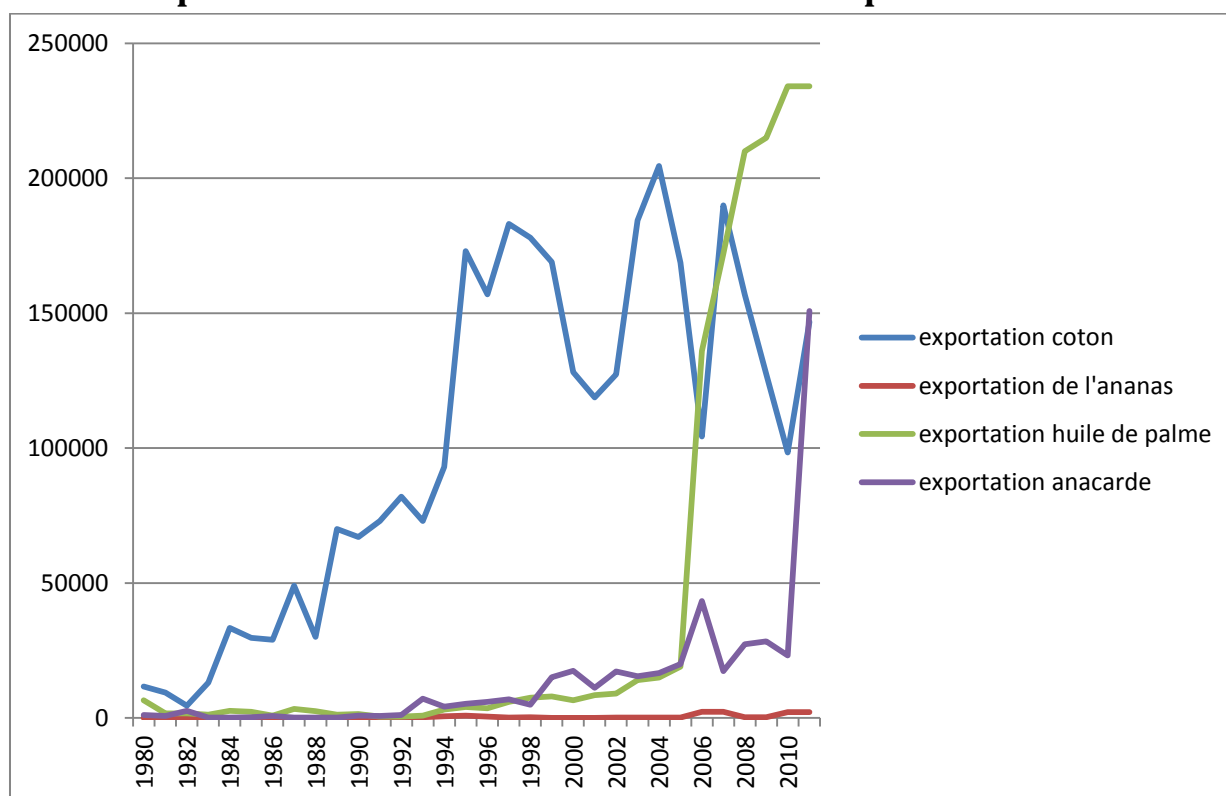
3.1. EVOLUTION DES EXPORTATIONS DU BENIN PAR PRODUITS

Nous présenterons successivement l'évolution des exportations de l'anacarde de l'huile de palme, du coton et de l'ananas.

3-1.1 EVOLUTION DES EXPORTATIONS DE L'ANACARDE EN FONCTION DU TEMPS

Le graphique suivant présente l'évolution des exportations du coton, de l'anacarde, de l'huile de palme et de l'ananas de 1980 à 2011

Graphique1 : Evolution des exportations d'anacarde, du coton, de l'huile de palme et de l'ananas en fonction du temps



Source : FAOSTAT/INSAE, 2010

Les exportations de l'anacarde ont connu une évolution en dents de scies. De 1980 à 1992, elles n'ont pas connu une évolution sensible. A partir de 1992 on note une légère augmentation jusqu'en 2006 où elles ont atteint le premier pic.

Entre 2006 et 2007, les exportations d'anacarde ont connu une chute libre. Par contre de 2008 à 2011, elles ont connu une évolution exponentielle pour atteindre son niveau maximum depuis 1980. Il ressort de ce commentaire que le libéralisme économique intervenu en 1990, la dévaluation du franc CFA de 1994 et le tarif extérieur commun de 2000 ont donné un coup de fouet au volume d'exportation de l'anacarde au Bénin.

De 1980 à 1992 les exportations de l'huile de palme sont restées constantes et presque nulles. De 1992 à 2011 elles ont connu une augmentation considérable atteignant leur niveau maximum en 2011. On peut dire que seul le Tarif Extérieur Commun

(TEC) a un impact significatif sur l'évolution des exportations de l'huile de palme.

De 1980 à 1994, Les exportations du Bénin en coton ont connu une tendance à la hausse. Entre 1994 et 2011, elles ont connu de fortes variations en dents de scies. Ainsi le libéralisme économique intervenu en 1990 et la dévaluation du franc CFA de 1994 ont joué un rôle prépondérant dans les exportations du coton.

De ce qui précède, on remarque qu'aussi bien le libéralisme économique en 1990, la dévaluation du franc CFA en 1994 et le tarif extérieur commun ont un impact positif sur les exportations au Bénin.

Les exportations de l'ananas au Bénin ont évolué en dents de scies entre 1980 et 2011. En effet entre 1980 et 1990, elles sont restées constantes et proche de 0. Avec l'avènement du libéralisme économique de 1990, les exportations de l'ananas ont connu une évolution considérable atteignant leur premier pic en 1994 suite à la dévaluation du Francs CFA. De 1995 à 1999, elles ont connu une diminution drastique. Mais à partir des années 2000 où le Tarif Extérieur Commun a été mis en application les exportations de l'ananas ont connu une

évolution exponentielle pour atteindre le second pic en 2007. A la suite de la crise économique et financière des années 2008 et 2009, les exportations de l'ananas du Bénin ont une fois encore connu une diminution. Mais avec les mesures prises par le gouvernement pour booster la production en ananas, elles ont connu une évolution jusqu'en 2011.

3.2 ESTIMATION DU MODLE ET INTERPRETATION DES RESULTATS

Puisque le coton est le principal produit d'exportation du Bénin, notre modèle tiendra uniquement compte de l'exportation de ce produit.

3.2.1 TEST DE STATIONNARITE

Afin de déterminer les divers ordres d'intégration des séries, nous leurs avons fait subir le test de DICKEY-FULLER AUGMENTE (ADF) en niveau, en différence première et en seconde différence (voir annexe). Les résultats de ces tests sont consignés dans les tableaux ci-après :

COTON

Tableau n° 1 : Test ADF sur les variables

Test sur les variables en niveau				Test sur les variables en différence première			Test sur les variables en différence seconde		
variab les	St- calculé	St-lu	Décision	St- calculé	St-lu	Décision	St- calculé	St-lu	décision
Y	-1.0285	-3.5683	Non stationnaire	-2.1519	-3.5683	Non stationn aire	-17.7157	-3.5683	Stationn aire
LIB	-1.5683	-35628	Non stationnaire	-5.4873	-3.5628	Stationn aire			
DEV	-1.8382	-35628	Non stationnaire	-5.3930	-3.5628	Stationn aire			
TEC	-2.0714	-35628	Non stationnaire	-5.4097	-3.5628	Stationn aire			

Source: réalisé par les auteurs à partir des résultats du test

Le test de stationnarité en niveau pour chacune des variables montre que la valeur absolue de l'ADF est inférieure à la valeur absolue critique au seuil de 5%. Les variables ne sont pas stationnaires en niveau.

Il convient donc de passer en différence première pour poursuivre l'analyse des variables.

En différence première, la statistique de l'ADF en valeur absolue est supérieure à la valeur absolue critique pour chacune des variables au seuil de 5% sauf celle de la variable Y. Il apparaît donc que toutes les autres variables sont stationnaires en différence première.

Seule la variable Y fera l'objet du test ADF en différence seconde.

La statistique de l'ADF en différence seconde en valeur absolue est supérieure à la valeur absolue critique, alors la variable Y est stationnaire.

ANACARDE

Tableau n° 2 : Test ADF sur les variables

Test sur les variables en niveau				Test sur les variables en différence première		
variables	St-calculé	St-lu	Décision	St-calculé	St-lu	Décision
Y	4.9288	-2.9762	Stationnaire			
LIB	-1.4774	-2.9604	Non stationnaire	-5.4873	-3.5683	Stationnaire
DEV	-1.1060	-2.9604	Non stationnaire	-5.3930	-3.5683	Stationnaire
TEC	-0.7359	-2.9604	Non stationnaire	-5.4097	-3.5683	Stationnaire

Source: réalisé par les auteurs à partir des résultats du test

Le test de stationnarité en niveau pour chacune des variables montre que la valeur de l'ADF est inférieure à la valeur critique au seuil de 5% sauf la variable Y dont la valeur de l'ADF est supérieure à la valeur critique au seuil de 5% en valeur absolue. Nous retenons donc que trois(3) variables (LIB, DEV, TEC) sur quatre(4) variables sont non stationnaires et une seule(1) variable (Y) est stationnaire en niveau.

Il convient donc de passer en différence première pour poursuivre l'analyse des variables suivantes : LIB, DEV, TEC

Ici la statistique de l'ADF est supérieure à la valeur critique pour chacune des variables au seuil de 5% en valeur absolue. Il apparait donc que toutes les variables sont stationnaires en différence première.

HUILE DE PALME

Test sur les variables en niveau				Test sur les variables en différence première		
variables	St-calculé	St-lu	Décision	St-calculé	St-lu	Décision
Y	-1.2297	-2.9604	Non stationnaire	-4.3485	-3.5683	Stationnaire
LIB	-1.4774	-2.9604	Non stationnaire	-5.4873	-3.5683	Stationnaire
DEV	-1.1060	-2.9604	Non stationnaire	-5.3930	-3.5683	Stationnaire
TEC	-0.7359	-2.9604	Non stationnaire	-5.4097	-3.5683	Stationnaire

Source: réalisé par les auteurs à partir des résultats du test

Le test de stationnarité en niveau pour chacune des variables montre que la valeur absolue de l'ADF est inférieure à la valeur absolue critique au seuil de 5%. Aucune variable n'est stationnaire en niveau ; Il convient donc de passer en différence première pour poursuivre l'analyse des variables.

Ici la statistique de l'ADF est supérieure à la valeur critique pour chacune des variables au seuil de 5% en valeur absolue. Il apparaît donc que toutes les variables sont stationnaires en différence première.

ANANAS

Test sur les variables en niveau				Test sur les variables en différence première		
variables	St-calculé	St-lu	Décision	St-calculé	St-lu	Décision
Y	-0.6116	-2.9677	Non stationnaire	-9.6012	-3.5742	Stationnaire
LIB	-1.4774	-2.9604	Non stationnaire	-5.4873	-3.5683	Stationnaire
DEV	-1.1060	-2.9604	Non stationnaire	-5.3930	-3.5683	Stationnaire
TEC	-0.7359	-2.9604	Non stationnaire	-5.4097	-3.5683	Stationnaire

Source: réalisé par les auteurs à partir des résultats du test

Le test de stationnarité en niveau pour chacune des variables montre que la valeur absolue de l'ADF est inférieure à la valeur absolue critique au seuil de 5%. Il convient donc de passer en différence première pour poursuivre l'analyse des variables.

En différence première la statistique de l'ADF est supérieure à la valeur critique pour chacune des variables au seuil de 5% en valeur absolue. Il apparaît donc que toutes les variables sont stationnaires en différence première.

3.2.2 ESTIMATION DU MODELE LIE A L'EXPORTATION DU COTON

Dependent Variable: Y
 Method: Least Squares
 Date: 08/31/15 Time: 19:00
 Sample: 1980 2011
 Included observations: 32

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	27963.80	8975.947	3.115415	0.0042
LIB	45786.20	16792.46	2.726593	0.0109
DEV	85045.00	18322.07	4.641669	0.0001

TEC	-12528.42	14192.22	-0.882767	0.3849
R-squared	0.817222	Mean dependent var	102581.5	
Adjusted R-squared	0.797638	S.D. dependent var	63098.07	
S.E. of regression	28384.44	Akaike info criterion	23.46154	
Sum squared resid	2.26E+10	Schwarz criterion	23.64476	
Log likelihood	-371.3846	Hannan-Quinn criter.	23.52227	
F-statistic	41.73034	Durbin-Watson stat	1.759294	
Prob(F-statistic)	0.000000			

3.2.3 TEST DE VALIDITE DU MODELE

Notre modèle a un bon pouvoir prédictif puisqu'il explique près de 82% du niveau des exportations en coton du Bénin ($R^2=0,82$). Les variables telles que le libéralisme économique et la dévaluation et même la constante sont significatives. Le fisher global le confirme avec une probabilité associée ($\text{Prob}(F\text{-statistic}) = 00000000$)

Notre modèle est également stable. En effet les résultats du test de stabilité du modèle à partir de l'analyse des résidus récurrents du modèle montrent que les statistiques obtenues ne sortent de la bande au niveau des trois graphiques : RECURSIF RESIDUALS, CUSUM et CUSUM of SQUARE. Ce même test montre une stabilité des coefficients associés aux différentes variables. Nous pouvons donc conclure que le modèle est stable. (Voir les différents graphes en annexe).

Le nombre d'observation est supérieur à 15 (condition nécessaire à l'application du test de DW) et la statistique de DW est de 1.76. Ceci montre une inexistence d'une autocorrelation des erreurs.

Le test de White sur l'homoscédasticité des erreurs donne les résultats dans le tableau suivant :

Heteroskedasticity Test: White

F-statistic	1.679698	Prob. F(3,28)	0.1940
Obs*R-squared	4.880613	Prob. Chi-Square(3)	0.1808
Scaled explained SS	4.002408	Prob. Chi-Square(3)	0.2612

Les probabilités associées sont supérieures à 5%. Cela prouve qu'on peut accepter le caractère homoscedastique des résidus. Il n'est donc pas nécessaire de recourir à une correction type de White pour l'estimation. Ce même type de test confirme que les erreurs sont indépendantes entre elles.

La statistique de Jacques Bera permet d'accepter l'hypothèse de normalité des erreurs. En effet cette statistique qui vaut 0.12 est inférieure à la valeur lue sur la table correspondante. De même la probabilité qui lui est associée est largement supérieure à 5%. Les résidus sont en moyenne nuls.

Par ailleurs une analyse du corrélogramme de la série des résidus en se basant sur les tests de Box-Pierce et de Ljung-Box vient confirmer les résultats précédents. On s'aperçoit ici qu'aucun terme ne sort des bornes de l'intervalle de confiance divisé en pointillés. Les différentes probabilités associées au Q-Stat de Ljung-Box sont partout supérieures à 5%. On accepte donc l'hypothèse de nullité des résidus. Aux vues des résultats obtenus au niveau des différents tests nous pouvons donc valider notre modèle.

3.3 ANALYSE DES RESULTATS

Les exportations du Bénin sont bien expliquées par le modèle, avec un degré de confiance de 72% ; nous tenterons de donner dans les lignes qui suivent une interprétation du modèle et de ressortir les implications économiques qui en découlent. Le libéralisme économique influence significativement les exportations au Bénin au seuil de 5%. En effet, il existe une corrélation positive entre le libéralisme économique et les exportations du Bénin. C'est-à-dire que la libéralisation de l'économie intervenue en 1990 a permis de booster les exportations du Bénin.

Nous constatons que la dévaluation du franc CFA de janvier 1994 a un impact positif et significatif sur les exportations du Bénin au seuil de 5%. Ce résultat

n'est surprenant car l'une des raisons qui ont conduit à la dévaluation était qu'elle va permettre d'augmenter le volume des exportations des pays de l'UEMOA.

Par contre, le TEC n'a pas un impact significatif sur les exportations au Bénin.

Modèle lié à l'exportation de l'anacarde

RECOMMANDATIONS

Il ressort des résultats et des analyses faites que l'intégration commerciale a un impact positif sur les exportations faites au Bénin. Cependant, 55ans après son indépendance le Bénin est toujours considéré comme pays en voie de développement il semble alors évident que les politiques commerciales en vigueur au Bénin n'ont contribué que très faiblement au redressement de son

économie. Ainsi les décideurs peuvent envisager de renforcer cette orientation économique en :

- Encourageant les secteurs porteurs, c'est-à-dire ceux qui sont capable de générer plus de revenus,
- Ciblant les produits pour lesquels le Bénin dispose d'avantages comparatifs,
- Favorisant l'importation des technologies et des équipements pouvant faciliter leur production et permettre des transformations à grande échelle,
- Incitant alors les entrepreneurs, bailleurs de fonds et créateurs d'entreprise à investir sur l'extérieur en acquérant de nouvelles technologies de façon à créer des entreprises qui pourront produire ces produits,
- Augmentant les taxes sur l'importation des produits pour lesquels le Bénin dispose d'un avantage comparatif de façon à amener progressivement la population à consommer local et à réduire la vulnérabilité économique des entreprises locales causée par la compétitivité des produits d'importation,
- Rendant effective la levée des contraintes limitant la compétitivité des produits béninois,
- Œuvrant pour la mise en place d'un organe de suivi des négociations et accords commerciaux signés par le Bénin dont le but sera de faire des recommandations en matière d'ouverture commerciale au Bénin.

CONCLUSION

Les enjeux de l'ouverture extérieure ont fait l'objet d'un vaste débat théorique. Le rôle positif des échanges sur la croissance économique est souligné en invoquant une réallocation plus efficace des facteurs, une meilleure productivité grâce à l'accès à de nouvelles technologies et à la concurrence. La présente étude a été entreprise dans le but de savoir l'impact de la libéralisation commerciale sur les exportations du Bénin.

A la suite de notre étude, nous sommes arrivés à savoir que, la libéralisation économique et la dévaluation ont un impact positif et significatif sur les exportations au Bénin. Par contre, le tarif extérieur commun n'est pas significatif même au seuil de 10%.

Ensuite cette étude suggère aux décideurs de bien définir les politiques commerciales qui auront des impacts positifs et significatifs sur les exportations et par ricochet sur la croissance économique au Bénin.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Afrique de l'Ouest - Communauté européenne, 2002, Document de stratégie de coopération régionale et Programme indicatif régional pour la période 2002 – 2007.

Akanni Honvo A., 2003, L'UEMOA et la CEEAO : intégration à géométrie variable ou fusion, dans Ph. Hugon (2003).

Amjadi, A., Reincke, U., Yeats, A. (1996), Did External Barriers Cause the Marginalization of Sub-Saharan Africa in World Trade?, World Bank Discussion Paper, n° 348, Washington.

Babarinde O. et Faber G., 2004, From Lomé to Cotonou: Business as Usual? European Foreign Affairs Review 9.

BAD, 2000, Rapport sur le développement en Afrique 2000. Intégration régionale en Afrique, Paris, Economica

BAD, 2003, Rapport sur le développement en l'Afrique 2003. Mondialisation et développement de l'Afrique, Economica.

Baldwin R.E. (1992), « Measurable dynamic gains from trade », Journal of Political Economy n°100.

Béraud Ph., Perrault J.L., Sy O. (dir) (1999), Géo-économie de la coopération européenne, de Yaoundé à Barcelone, Maisonneuve et Larose.

Blomstrom, M., Kokko A., 1997, Regional Integration and Foreign Direct Investment : A Conceptual Framework and Three Cases, Policy Research Working paper 1750, International Economics Department, World Bank, Washington DC, Processed.

Boquet

Brenton P., 2003, Integrating the Least Developed Countries into the World Trading System :The Current Impact of EU Preferences under Everything But Arms, World Bank Policy Research Working Paper 3018, April.

Cadot O., de Melo J., Olaneaga M., 2000, L'intégration régionale en Afrique : où en sommes-nous ?, Revue d'économie du développement, 1.2.

CE, 1999, Synthèse des études d'impact de la proposition de l'UE de négocier des APERS avec les sous-régions ACP, Document de travail des services de la commission pour le groupe de négociation « coopération économique et commerciale », 14 juin.

Commission des communautés européennes (2000), « Accord de partenariat ACP-UE », signé à Cotonou le 23 juin 2000, Courrier ACP-UE, septembre.

Commission des communautés européennes (2002), Rapport annuel 2001 de la Commission au Conseil et au Parlement européen sur la politique de développement de la CE et la mise en oeuvre de l'aide extérieure, COM(2002) 490, Bruxelles, 12 septembre.

CCE, 2003, L'AVENIR DES REGLES D'ORIGINE DANS LES REGIMES COMMERCIAUX PREFERENTIELS, livre vert

Coussy J. et Hugon Ph., 1991, Intégration régionale et ajustement structurel en Afrique sub-saharienne, Etudes et documents, Ministère de la coopération et du développement.

Decaluwé B., Dissou Y., Patry A., 2001, Union Douanière au sein de l'UEMOA: Une Analyse Quantitative, *Revue Economique*, 52 (4), juillet, pp.811-830.

De la Rocha M., 2003, The Cotonou Agreement and its Implications for the Regional Trade Agenda in Eastern and Southern Africa, World Bank Policy Research Working Paper 3090, June.

De Melo J., Panagariya A., Rodrik D., 1993, "the new regionalism: a country perspective", in J. de Melo and Panagariya (eds), *New Dimensions in Regional Integration*, London, Center for Economic Policy Research.

Edwards, S. et Tabellini, G. (1991), Explaining Fiscal Policies and Inflation in Developing Countries, *Journal of International Money and Finance*, vol. 10, special issue, p. S 16-S48.

EUROSTEP, 2004, New ACP-EU Trade Arrangements: New Barriers to Eradicating Poverty ?Brussels.

Foroutan F., 1993, Regional integration in Sub-Saharan Africa : past experience and future prospects, in De Melo et Panagariya (1993).

Gabas J.-J. (dir) (1999), L'Union Européenne et les pays ACP, GEMDEV, Karthala.
Géronimi V., Schembri P., Taranco A., 2003, Gestion des instabilités et croissance à long terme : Eléments d'analyse à partir de l'exemple de l'Afrique subsaharienne, Economies et Sociétés, septembre.

Hugon Ph., 1991, L'intégration régionale africaine : un processus contradictoire, Intégration régionale et ajustement structurel en Afrique subsaharienne, Etudes et documents, Ministère de la coopération et du développement.

Hugon Ph., 1997, La régionalisation comparée en Afrique Sub-Saharienne et en Asie Orientale, Rapport rédigé pour le Commissariat Général du Plan, CERED/CERNEA, Tiers Monde, n° 155, vol. XXXIX, juil.-sept.

Hugon Ph. (dir), 2003, Les économies en développement à l'heure de la régionalisation, Karthala.

Igue J.O., 1994, Marchés africains et problématique d'intégration régionale, Afrique 2000, février.

Krugman, P., 1991, Geography and Trade, MIT Press.

Lavergne R. (dir.) (1996), Intégration et coopération régionales en Afrique de l'Ouest, Karthala-CRDI.

Mainguy Cl., 1998, L'Afrique peut-elle être compétitive ? Karthala, 216p.

Mainguy Cl., 2004, L'intégration régionale dans l'accord de Cotonou, colloque Mondialisation contre le développement, université Versailles St Quentin en Yvelines, 10 et 11 juin.

Masson P., Pattillo C., IMF occasional paper 204 « Monetary Union in West Africa (ECOWAS), is it desirable and how could it be achieved ? » 2001.

Matambalya F.A.S.T. and Wolf S. (2001), The Cotonou Agreement and the challenges of making the new EU-ACP trade regime WTO compatible, Journal of World Trade, vol. 35, n°1.

Melo (de) J., Montenegro C., Panagariya A., (eds), 1993, L'intégration régionale hier et aujourd'hui, Revue d'économie du développement, 2.

Melo (de) J., Panagariya A., (eds), 1993, New Dimensions in Regional Integration, Cambridge University Press.

Primack D. et Bilal S., 2004, De Cotonou à Cancun et au-delà : évolution de la dynamique des négociations à l'OMC et dans le cadre des APE, Eclairage sur les négociations, ECDPM, ICTSD, ODI, janvier.

Szepesi S., 2004, Coercion or engagement ? Economics and institutions in ACP-EU trade negotiations, ECDPM Discussion paper 56.

Schiff M., 2002, Regional integration and development in small states, Development research group, World Bank.

Venables A. J., 2000, Les accords d'intégration régionale : facteurs de convergence ou de divergence ?, Revue d'économie du développement.

Venables A.J., 2000, Winners and losers from Regional Integration Agreements, London school of economics and CEPR.

Vernier 1997

Viner J., 1950, The customs Union Issues, Studies in the Administration of International Law and organisation, n°10, New York : Carnegie Endowment for International Peace.

Whalley J., 1996, "Why do countries seek regional trade agreements ?", NBER Working paper 5552. National Bureau of Economic Research, Harvard university, Cambridge, Mass. Processed.

Susanna Wolf, 2000, la politique commerciale de l'UE envers les pays ACP : du système préférentiel à la réciprocité, ZEF août.

WorldBank, 2000, Trade Blocs, New York, World Bank.

Yeats A., 1999, What Can Be Expected From African Regional Trade Arrangements? Some Empirical Evidence, World Bank, Washington DC.

ANNEXES

Null Hypothesis: Y has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 4 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	4.928877	1.0000
Test critical values:		
1% level	-3.699871	
5% level	-2.976263	
10% level	-2.627420	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(Y)
 Method: Least Squares
 Date: 08/31/15 Time: 17:05
 Sample (adjusted): 1985 2011
 Included observations: 27 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
Y(-1)	1.327970	0.269427	4.928877	0.0001
D(Y(-1))	-2.927599	0.508159	-5.761186	0.0000
D(Y(-2))	-3.106039	0.628614	-4.941091	0.0001
D(Y(-3))	-2.943504	0.609527	-4.829159	0.0001
D(Y(-4))	-3.593472	0.451509	-7.958801	0.0000
C	1759.919	3425.558	0.513761	0.6128
R-squared	0.812445	Mean dependent var		5578.852
Adjusted R-squared	0.767789	S.D. dependent var		25615.73
S.E. of regression	12343.78	Akaike info criterion		21.87282
Sum squared resid	3.20E+09	Schwarz criterion		22.16079
Log likelihood	-289.2831	Hannan-Quinn criter.		21.95845
F-statistic	18.19341	Durbin-Watson stat		2.242957
Prob(F-statistic)	0.000001			

Null Hypothesis: LIB has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.477429	0.5315
Test critical values:		
1% level	-3.661661	
5% level	-2.960411	
10% level	-2.619160	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LIB)

IMPACT DE L'INTEGRATION COMMERCIALE SUR LES EXPORTATIONS AGRICOLES AU BENIN

Method: Least Squares

Date: 08/31/15 Time: 17:16

Sample (adjusted): 1981 2011

Included observations: 31 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LIB(-1)	-0.100000	0.067685	-1.477429	0.1503
C	0.100000	0.055709	1.795055	0.0831
R-squared	0.070000	Mean dependent var		0.032258
Adjusted R-squared	0.037931	S.D. dependent var		0.179605
S.E. of regression	0.176166	Akaike info criterion		-0.572438
Sum squared resid	0.900000	Schwarz criterion		-0.479923
Log likelihood	10.87280	Hannan-Quinn criter.		-0.542281
F-statistic	2.182796	Durbin-Watson stat		2.011111
Prob(F-statistic)	0.150340			

Null Hypothesis: DEV has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.106040	0.7007
Test critical values:		
1% level	-3.661661	
5% level	-2.960411	
10% level	-2.619160	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(DEV)

Method: Least Squares

Date: 08/31/15 Time: 17:19

Sample (adjusted): 1981 2011

Included observations: 31 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DEV(-1)	-0.071429	0.064580	-1.106040	0.2778
C	0.071429	0.047824	1.493576	0.1461
R-squared	0.040476	Mean dependent var		0.032258
Adjusted R-squared	0.007389	S.D. dependent var		0.179605
S.E. of regression	0.178941	Akaike info criterion		-0.541186
Sum squared resid	0.928571	Schwarz criterion		-0.448671
Log likelihood	10.38838	Hannan-Quinn criter.		-0.511028
F-statistic	1.223325	Durbin-Watson stat		2.005495
Prob(F-statistic)	0.277800			

Null Hypothesis: TEC has a unit root

Exogenous: Constant

Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

		t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic		-0.735932	0.8229
Test critical values:	1% level	-3.661661	
	5% level	-2.960411	
	10% level	-2.619160	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(TEC)
 Method: Least Squares
 Date: 08/31/15 Time: 17:20
 Sample (adjusted): 1981 2011
 Included observations: 31 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
TEC(-1)	-0.050000	0.067941	-0.735932	0.4677
C	0.050000	0.040471	1.235442	0.2266
R-squared	0.018333	Mean dependent var		0.032258
Adjusted R-squared	-0.015517	S.D. dependent var		0.179605
S.E. of regression	0.180993	Akaike info criterion		-0.518371
Sum squared resid	0.950000	Schwarz criterion		-0.425856
Log likelihood	10.03475	Hannan-Quinn criter.		-0.488213
F-statistic	0.541596	Durbin-Watson stat		2.002632
Prob(F-statistic)	0.467683			

Null Hypothesis: D(LIB) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=1)

		t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic		-5.487307	0.0006
Test critical values:	1% level	-4.296729	
	5% level	-3.568379	
	10% level	-3.218382	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LIB,2)
 Method: Least Squares
 Date: 08/31/15 Time: 17:37
 Sample (adjusted): 1982 2011
 Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LIB(-1))	-1.051657	0.191653	-5.487307	0.0000
C	0.084861	0.074885	1.133210	0.2671
@TREND(1980)	-0.003019	0.003975	-0.759434	0.4542

IMPACT DE L'INTEGRATION COMMERCIALE SUR LES EXPORTATIONS AGRICOLES AU BENIN

R-squared	0.527338	Mean dependent var	0.000000
Adjusted R-squared	0.492326	S.D. dependent var	0.262613
S.E. of regression	0.187115	Akaike info criterion	-0.419547
Sum squared resid	0.945324	Schwarz criterion	-0.279428
Log likelihood	9.293211	Hannan-Quinn criter.	-0.374722
F-statistic	15.06162	Durbin-Watson stat	2.012311
Prob(F-statistic)	0.000040		

Null Hypothesis: D(DEV) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=1)

	t-Statistic	Prob.*
	-	
Augmented Dickey-Fuller test statistic	5.39301314357	0.000697273
	9074	7959637484
	-	
Test critical values:	4.29672930521	
1% level	8137	
	-	
	3.56837919668	
5% level	0813	
	-	
	3.21838164673	
10% level	5417	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(DEV,2)
 Method: Least Squares
 Date: 08/31/15 Time: 17:41
 Sample (adjusted): 1982 2011
 Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
	-		-	
D(DEV(-1))	1.0362463523	0.19214608322	5.39301314357	1.061344079
	26832	63291	9074	255602e-05
C	0.0532944248	0.07469785836	0.71346657030	0.481679095
	1953619	906348	27486	7979464
	-		-	
@TREND(1980)	0.0011365381	0.00398492413	0.28520948663	0.777660107
	66180311	2747107	50217	1187564

R-squared	0.5186914452	Mean dependent var	0
	465059		0.262612865
Adjusted R-squared	0.4830389597	S.D. dependent var	7194451
	092101		-
S.E. of regression	0.1888186578	Akaike info criterion	0.401419863
	103336		2594185
Sum squared resid	0.9626171095	Schwarz criterion	-
	069882		0.261300125

IMPACT DE L'INTEGRATION COMMERCIALE SUR LES EXPORTATIONS AGRICOLES AU BENIN

			0932029
			-
Log likelihood	9.0212979488		0.356594355
	91278	Hannan-Quinn criter.	1191101
	14.548535324		2.005129902
F-statistic	52613	Durbin-Watson stat	895641
	5.1608156015		
Prob(F-statistic)	65049e-05		

Null Hypothesis: D(TEC) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=1)

		t-Statistic	Prob.*
		-	
Augmented Dickey-Fuller test statistic		5.40978801324	0.000668759
		0342	996415241
		-	
Test critical values:	1% level	4.29672930521	
		8137	
		-	
	5% level	3.56837919668	
		0813	
		-	
	10% level	3.21838164673	
		5417	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(TEC,2)
 Method: Least Squares
 Date: 08/31/15 Time: 17:43
 Sample (adjusted): 1982 2011
 Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
			-	
D(TEC(-1))	1.0421248257	0.19263690614	5.40978801324	1.014775650
	70482	49179	0342	863093e-05
C	0.0076506117	0.07409070017	0.10326008150	0.918519720
	3919777	735075	66468	6329579
@TREND(1980)	0.0016416292	0.00399510332	0.41091033339	0.684381377
	39584947	5891969	37996	5810894
R-squared	0.5202415982			
	654484	Mean dependent var		0
Adjusted R-squared	0.4847039388			0.262612865
	777038	S.D. dependent var		7194451
S.E. of regression	0.1885143479			-
	625478	Akaike info criterion		0.404645766
				2056732
Sum squared resid	0.9595168034			-
	691032	Schwarz criterion		0.264526028
				0394578

	9.0696864930		0.359820258
Log likelihood	85099	Hannan-Quinn criter.	0653648
	14.639163277		2.000358406
F-statistic	16444	Durbin-Watson stat	295983
	4.9408873449		
Prob(F-statistic)	21427e-05		

Null Hypothesis: Y has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	1.229719	0.9976
Test critical values:		
1% level	-3.661661	
5% level	-2.960411	
10% level	-2.619160	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(Y)
 Method: Least Squares
 Date: 08/31/15 Time: 18:01
 Sample (adjusted): 1981 2011
 Included observations: 31 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
Y(-1)	0.069706	0.056684	1.229719	0.2287
C	4868.987	4488.984	1.084652	0.2870
R-squared	0.049561	Mean dependent var		7338.226
Adjusted R-squared	0.016787	S.D. dependent var		22543.77
S.E. of regression	22353.75	Akaike info criterion		22.92972
Sum squared resid	1.45E+10	Schwarz criterion		23.02223
Log likelihood	-353.4106	Hannan-Quinn criter.		22.95987
F-statistic	1.512209	Durbin-Watson stat		1.565139
Prob(F-statistic)	0.228686			

Null Hypothesis: LIB has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.477429	0.5315
Test critical values:		
1% level	-3.661661	
5% level	-2.960411	
10% level	-2.619160	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LIB)

IMPACT DE L'INTEGRATION COMMERCIALE SUR LES EXPORTATIONS AGRICOLES AU BENIN

Method: Least Squares
 Date: 08/31/15 Time: 18:04
 Sample (adjusted): 1981 2011
 Included observations: 31 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LIB(-1)	-0.100000	0.067685	-1.477429	0.1503
C	0.100000	0.055709	1.795055	0.0831
R-squared	0.070000	Mean dependent var		0.032258
Adjusted R-squared	0.037931	S.D. dependent var		0.179605
S.E. of regression	0.176166	Akaike info criterion		-0.572438
Sum squared resid	0.900000	Schwarz criterion		-0.479923
Log likelihood	10.87280	Hannan-Quinn criter.		-0.542281
F-statistic	2.182796	Durbin-Watson stat		2.011111
Prob(F-statistic)	0.150340			

Null Hypothesis: DEV has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.106040	0.7007
Test critical values:		
1% level	-3.661661	
5% level	-2.960411	
10% level	-2.619160	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(DEV)
 Method: Least Squares
 Date: 08/31/15 Time: 18:05
 Sample (adjusted): 1981 2011
 Included observations: 31 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
DEV(-1)	-0.071429	0.064580	-1.106040	0.2778
C	0.071429	0.047824	1.493576	0.1461
R-squared	0.040476	Mean dependent var		0.032258
Adjusted R-squared	0.007389	S.D. dependent var		0.179605
S.E. of regression	0.178941	Akaike info criterion		-0.541186
Sum squared resid	0.928571	Schwarz criterion		-0.448671
Log likelihood	10.38838	Hannan-Quinn criter.		-0.511028
F-statistic	1.223325	Durbin-Watson stat		2.005495
Prob(F-statistic)	0.277800			

Null Hypothesis: TEC has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
--	-------------	--------

IMPACT DE L'INTEGRATION COMMERCIALE SUR LES EXPORTATIONS AGRICOLES AU BENIN

Augmented Dickey-Fuller test statistic		-0.735932	0.8229
Test critical values:	1% level	-3.661661	
	5% level	-2.960411	
	10% level	-2.619160	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(TEC)
 Method: Least Squares
 Date: 08/31/15 Time: 18:05
 Sample (adjusted): 1981 2011
 Included observations: 31 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
TEC(-1)	-0.050000	0.067941	-0.735932	0.4677
C	0.050000	0.040471	1.235442	0.2266
R-squared	0.018333	Mean dependent var		0.032258
Adjusted R-squared	-0.015517	S.D. dependent var		0.179605
S.E. of regression	0.180993	Akaike info criterion		-0.518371
Sum squared resid	0.950000	Schwarz criterion		-0.425856
Log likelihood	10.03475	Hannan-Quinn criter.		-0.488213
F-statistic	0.541596	Durbin-Watson stat		2.002632
Prob(F-statistic)	0.467683			

Null Hypothesis: D(Y) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=1)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-4.348512	0.0089
Test critical values:	1% level	-4.296729
	5% level	-3.568379
	10% level	-3.218382

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(Y,2)
 Method: Least Squares
 Date: 08/31/15 Time: 18:10
 Sample (adjusted): 1982 2011
 Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(Y(-1))	-0.846661	0.194701	-4.348512	0.0002
C	-7537.878	8726.111	-0.863830	0.3953
@TREND(1980)	855.8022	506.1888	1.690678	0.1024
R-squared	0.413026	Mean dependent var		162.7667
Adjusted R-squared	0.369546	S.D. dependent var		26988.72
S.E. of regression	21429.34	Akaike info criterion		22.87755
Sum squared resid	1.24E+10	Schwarz criterion		23.01767
Log likelihood	-340.1632	Hannan-Quinn criter.		22.92237

IMPACT DE L'INTEGRATION COMMERCIALE SUR LES EXPORTATIONS AGRICOLES AU BENIN

F-statistic	9.499305	Durbin-Watson stat	1.986904
Prob(F-statistic)	0.000752		

Null Hypothesis: D(LIB) has a unit root
 Exogenous: Constant, Linear Trend
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=1)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-5.487307	0.0006
Test critical values:		
1% level	-4.296729	
5% level	-3.568379	
10% level	-3.218382	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LIB,2)
 Method: Least Squares
 Date: 08/31/15 Time: 18:12
 Sample (adjusted): 1982 2011
 Included observations: 30 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
D(LIB(-1))	-1.051657	0.191653	-5.487307	0.0000
C	0.084861	0.074885	1.133210	0.2671
@TREND(1980)	-0.003019	0.003975	-0.759434	0.4542

R-squared	0.527338	Mean dependent var	0.000000
Adjusted R-squared	0.492326	S.D. dependent var	0.262613
S.E. of regression	0.187115	Akaike info criterion	-0.419547
Sum squared resid	0.945324	Schwarz criterion	-0.279428
Log likelihood	9.293211	Hannan-Quinn criter.	-0.374722
F-statistic	15.06162	Durbin-Watson stat	2.012311
Prob(F-statistic)	0.000040		

Null Hypothesis: Y has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 2 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-0.611600	0.8531
Test critical values:		
1% level	-3.679322	
5% level	-2.967767	
10% level	-2.622989	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(Y)
 Method: Least Squares
 Date: 08/31/15 Time: 18:18
 Sample (adjusted): 1983 2011
 Included observations: 29 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
Y(-1)	-0.114160	0.186657	-0.611600	0.5463
D(Y(-1))	0.087213	0.174348	0.500224	0.6213
D(Y(-2))	-0.837657	0.178281	-4.698509	0.0001
C	119.8081	102.6203	1.167488	0.2540
R-squared	0.584795	Mean dependent var		74.55172
Adjusted R-squared	0.534970	S.D. dependent var		650.7580
S.E. of regression	443.7720	Akaike info criterion		15.15594
Sum squared resid	4923340.	Schwarz criterion		15.34453
Log likelihood	-215.7611	Hannan-Quinn criter.		15.21501
F-statistic	11.73707	Durbin-Watson stat		1.899250
Prob(F-statistic)	0.000055			

Null Hypothesis: LIB has a unit root
 Exogenous: Constant
 Lag Length: 0 (Automatic - based on SIC, maxlag=7)

	t-Statistic	Prob.*
Augmented Dickey-Fuller test statistic	-1.477429	0.5315
Test critical values:		
1% level	-3.661661	
5% level	-2.960411	
10% level	-2.619160	

*MacKinnon (1996) one-sided p-values.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation
 Dependent Variable: D(LIB)
 Method: Least Squares
 Date: 08/31/15 Time: 18:20
 Sample (adjusted): 1981 2011
 Included observations: 31 after adjustments

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LIB(-1)	-0.100000	0.067685	-1.477429	0.1503
C	0.100000	0.055709	1.795055	0.0831
R-squared	0.070000	Mean dependent var		0.032258
Adjusted R-squared	0.037931	S.D. dependent var		0.179605
S.E. of regression	0.176166	Akaike info criterion		-0.572438
Sum squared resid	0.900000	Schwarz criterion		-0.479923
Log likelihood	10.87280	Hannan-Quinn criter.		-0.542281
F-statistic	2.182796	Durbin-Watson stat		2.011111
Prob(F-statistic)	0.150340			

TABLE DES MATIERES

AVERTISSEMENT DE LA FACULTE -----	ii
DEDICACE 1 -----	iii
DEDICACE 2 -----	iv
REMERCIEMENTS -----	v
LISTE DES ABREVIATIONS -----	vi
LISTE DES TABLEAUX -----	vii
LISTE DES GRAPHIQUES -----	vii
SOMMAIRE -----	viii
INTRODUCTION-----	1
CHAPITRE I : CADRE INSTITUTIONNEL ET DEROULEMENT DU STAGE -----	3
1.1 CADRE INSTITUTIONNEL -----	3
1.1.1 Localisation et Organisation de la structure du stage (DGAE) -----	3
1.1.2 Missions-----	4
1.2 DEROULEMENT DU STAGE-----	8
1.2.1 Intérêt de notre étude pour la CVEF-----	8
1.2.2 L'intérêt de notre étude pour les autres décideurs -----	8
CHAPITRE II : CADRE THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE -----	9
2.1 CADRE THEORIQUE -----	10
2.1.1 Problématique -----	10
2.1.2 Objectifs de recherche-----	13
2.1.3 Hypothèses-----	13
2.1.4 Revue de la Littérature -----	13
2.1.4.1 Arguments théoriques-----	14
2.1.4.2 Résultats empiriques-----	16
2.2 Méthodologie -----	21
2.2.1 La collecte des données -----	21

2.2.2 Technique d'analyse -----	22
CHAPITRE III : ANALYSE STATISTIQUE ET ECONOMETRIQUE -----	23
3.1. EVOLUTION DES EXPORTATIONS DU BENIN PAR PRODUITS ---	24
3-1.1 EVOLUTION DES EXPORTATIONS DE L'ANACARDE EN FONCTION DU TEMPS-----	24
3-1.2 EVOLUTION DES EXPORTATIONS DE L'HUILE DE PALME EN FONCTION DU TEMPS-----	Erreur ! Signet non défini.
3-1.3 EVOLUTION DES EXPORTATIONS DE COTON EN FONCTION DU TEMPS-----	Erreur ! Signet non défini.
3.1.4 EVOLUTION DES EXPORTATIONS DE L'ANANAS	Erreur ! Signet non défini.
3.2 ESTIMATION DU MODLE ET INTERPRETATION DES RESULTATS	26
3.2.1 TEST DE STATIONNARITE -----	26
3.2.2 ESTIMATION DU MODELE LIE A L'EXPORTATION DU COTON	30
3.2.3 TEST DE VALIDITE DU MODELE-----	31
3.3 ANALYSE DES RESULTATS -----	32
RECOMMANDATIONS-----	33
CONCLUSION -----	34
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES -----	35
ANNEXES -----	a
TABLE DES MATIERES-----	k